



## COMMUNIQUE DE PRESSE



Le vendredi 3 août, le Conseil National de la Communication (CNC) a décidé de suspendre La Une et Ezombolo pour une durée de six mois. Selon le CNC, ces deux journaux « *menacent gravement l'ordre public* », violent « *l'ordre constitutionnel établi* » en lançant un « *appel à l'insurrection* » pour avoir critiqué le président de la République, le premier ministre et le président sortant de la Commission de l'Union Africaine.

Cette suspension est la suspension de trop. Elle survient de façon arbitraire alors que, sans être inquiétée, à chacune de ses parutions, la presse pro-présidentielle diffame et injurie systématiquement des compatriotes et traîne dans la boue toute forme de contestation, le quotidien L'Union n'hésitant pas à insulter des diplomates et membres de gouvernements étrangers, et La Griffé à injurier et caricaturer, entre autres, l'archevêque de Libreville, première autorité morale du Gabon qui n'est pourtant pas réputé pour son engagement contestataire.

La société civile gabonaise dénonce cette volonté de mettre en coupe réglée notre presse libre. Elle réaffirme sa détermination à défendre ses libertés d'opinion, d'association et d'expression.

Elle met en garde le pouvoir politique contre son réflexe totalitaire qui méprise nos aspirations, ainsi que nos droits et libertés fondamentaux. Ce n'est pas en interdisant les rassemblements, l'expression libre et la contradiction qu'il pourra s'imposer. Même par la force.

Le respect des institutions implique que ces dernières respectent d'abord le citoyen. Tant que le pouvoir d'Ali Bongo et ses valets s'entêteront à nous considérer comme de grands enfants qu'on mène à la baguette, nous ne le reconnaitrons jamais comme quelque autorité que ce soit. Tant qu'il nous considérera comme les sujets d'un despote qui a pour seule légitimité un héritage dynastique, il trouvera des citoyens engagés résolument à prendre leurs responsabilités afin de conquérir la souveraineté et le respect qui leur sont confisqués. Par conséquent, nous invitons solennellement les responsables de La Une et d'Ezombolo à ne pas se soumettre aux décisions arbitraires d'une Institution aux ordres.

De fait, nous proclamons solennellement notre résistance et notre détermination à lutter sans relâche pour reconquérir notre dignité de citoyens libres, quoi qu'il nous en coûte.

***Fait à Libreville, le 4 août 2012***

Pour le Front des Indignés

*Le porte-parole*

**Grégory Ngbwa Mintsa**

Tel : +24106246157

[gngbwamintsa@yahoo.fr](mailto:gngbwamintsa@yahoo.fr)

Pour Ça suffit comme ça

*Le coordonateur*

**Marc Ona Essangui**

Tel : +24107294140

[marc.ona@brainforestgabon.org](mailto:marc.ona@brainforestgabon.org)